



Organisation
internationale
du Travail

TRAVAIL DÉCENT : UNE ALLIANCE POUR L'AVENIR

Les partenariats public-privé de l'OIT avec les universités, les centres de connaissances et de recherche

L'Organisation internationale du Travail (OIT) est de plus en plus considérée comme le centre de l'expertise technique dans le monde sur les questions relatives au travail et l'autorité en matière de statistiques sur le travail, de recherche, d'analyse et de conseil pour l'élaboration des politiques. Les partenariats public-privé liés à la connaissance jouent un rôle important en soutenant le rôle du BIT en tant que qu'orga-

nisation précurseur dans le monde du travail. Depuis 2000, l'OIT a signé 64 PPP dans 30 pays avec des universités et des centres de recherche et de savoirs. Sur la totalité, 41 sont des partenariats non financiers et 23 sont des partenariats financiers. Ces PPP couvrent les quatre piliers stratégiques du mandat de l'OIT : l'emploi, la protection sociale, le dialogue social et les principes et droits au travail.

La recherche est un domaine fondamental pour développer les connaissances et les outils qui permettent de mieux comprendre les questions relatives au monde du travail.

Emploi

Les PPP liés à l'emploi réalisés avec les universités, les centres de recherche et de connaissances portent ou traitent actuellement les questions liées à la promotion de l'emploi, les compétences et les entreprises durables.

Production d'analyses et de statistiques relatives au marché du travail, conseil sur les politiques, analyse des bonnes pratiques et évaluation de l'efficacité politique :

- **L'Institut japonais du travail et de la formation** a créé un réseau constitué des instituts nationaux du travail situés en Asie-Pacifique, dont la tâche consiste à concevoir les cadres institutionnels adaptés au développement économique et social, en identifiant la façon dont les institutions du travail peuvent contribuer à la transformation économique et aux changements structurels, en produisant des analyses sur les éléments de la réforme économique et en étudiant l'impact économique des régimes alternatifs de relations du travail ainsi que la mondialisation économique et la création d'emplois.
- **L'Université du Costa Rica (Centre de recherche et de formation de l'administration publique)** encourage la promotion de stratégies et de méthodologie destinées à la création d'emplois en Amérique centrale et dans les Caraïbes, reposant sur la recherche, la conception et la mise en œuvre de programmes de formation et de matériel éducatif pour les campagnes d'information.

- **L'Université nationale de La Matanza (Argentine)/l'Université nationale de Cuyo (Argentine)** se sont concentrées sur le renforcement des capacités institutionnelles dans le développement de projets de recherche, sur la diffusion des études et sur l'organisation de conférences, de séminaires et d'ateliers destinés à faciliter l'accès aux services universitaires, scientifiques, techniques et culturels.
- **L'Université de Columbia (Faculté des relations internationales et publiques) (États-Unis)** était désireuse d'attirer l'attention sur l'importance de l'emploi et des questions liées à l'emploi aux États-Unis.
- **La Chambre de commerce international (ICC) Fondation pour la recherche (Royaume-Uni)** a collaboré avec le l'OIT et l'OMC pour la publication de la brochure Vers une mondialisation socialement durable (2011), qui apporte un éclairage sur les liens entre la mondialisation, l'incertitude de l'emploi et les inégalités et sur la façon dont les gouvernements peuvent contribuer à la dimension sociale de la mondialisation.
- **Le Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab au sein de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT) (États-Unis)** a souhaité renforcer les capacités des chercheurs et des praticiens du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en mettant en place une formation sur l'évaluation de l'impact des programmes sur l'emploi des jeunes.
- **L'Université de Colima (Mexique)** a lancé plus de 100 initiatives, dans plus de 50 pays, consacrées aux bonnes pratiques en matière





d'emploi des jeunes dans le but d'identifier et de partager des programmes, des projets et des pratiques.

- **L'Université d'État Lomonosov de Moscou (Fédération de Russie)** a fourni les données statistiques relatives au marché du travail des jeunes et indiqué les dispositions politiques mises en place par la Fédération de Russie pour évaluer la situation actuelle et soutenir le développement d'un plan d'action nationale.
- Autres institutions qui s'intéressent à la promotion de l'emploi :
 - **Centre international de recherche en développement d'Amérique latine (Uruguay)**
 - **Réseau universitaire international de Genève (Suisse)**
 - **Initiative internationale pour l'évaluation de l'impact, 3ie (Inde)**
 - **Université du Cap (UCT) (Afrique du Sud)**

Prévision des compétences, systèmes de reconnaissance des compétences, développement des compétences pour les groupes défavorisés, services d'emploi destinés à dynamiser l'emploi :

- **L'Université de Harvard (États-Unis)** a mis en place en Inde un projet de compétences à grande échelle.
- **Le Réseau suisse pour les études internationales et universités participantes – Université des sciences appliquées et des arts Northwestern (Suisse), Université de Colombie Britannique du Nord (Canada), Université chinoise de Hong Kong (Hong Kong, Chine), Université de Griffith (Australie), Centre de santé des travailleurs de Hong Kong (Hong Kong, Chine)** – ont partagé les résultats d'un projet d'étude sur le changement démographique et la gestion du handicap dans le secteur privé en Australie, au Canada, en Chine et en Suisse (voir fiche descriptive relative à l'emploi).
- **L'Université de l'État de Kennesaw (États-Unis)** a lancé des activités pour l'élaboration d'un programme d'études destiné aux jeunes et consacré au leadership par le sport.
- **L'École suisse d'économie et de gestion Genève (Suisse)** a organisé la quatrième conférence européenne de recherche sur la microfinance.

- **L'École Skolkovo de gestion de Moscou (Fédération de Russie)** a collaboré sur un programme de gestion des écoles de formation professionnelle et sur un outil de prévision des compétences.

- **Le Fonds social pour le développement (Yémen)** a proposé à 2500 femmes yéménites de lancer leur petite entreprise ou de développer leurs entreprises déjà créées.

- **L'Université de Neuchâtel (Suisse), l'Université Rutgers (États-Unis) et l'Université Sun Yat-Sen (Chine)** ont étudié les changements opérés sur le marché du travail dans les industries de fabrication électronique en Chine (voir fiche descriptive sur l'emploi).

- **L'Université Ludwig Maximilian de Munich (Allemagne)** a mis en place un programme d'octroi de prêts qui a permis au BIT d'approfondir son travail sur les questions de santé mentale au travail.

Assistance apportée aux mandants pour mettre en œuvre les réformes politiques, juridiques et réglementaires afin de soutenir la création d'entreprises durables :

- **Le Fonds social pour le développement (Yémen) et l'Institut national de l'entrepreneuriat (Riyad) (Arabie Saoudite)** ont apporté leur aide au programme de formation managériale, *Know About Business (KAB)*, visant la promotion d'une culture de l'entrepreneuriat parmi les jeunes Yéménites et Saoudiens pour faire comprendre à ces jeunes que l'auto emploi est un choix de carrière possible.

- **L'Association palestinienne du bien-être de Ramallah et le Centre de développement des affaires (BDC) (Jordanie)** ont lancé le Programme KAB dans les territoires occupés de Palestine et en Jordanie (voir fiche descriptive relative à l'emploi).

- **L'Institut pour les stratégies mondiales pour l'environnement (Japon)** a fait équipe avec le BIT pour lancer des études et une formation sur les emplois verts.

- **L'Université nationale d'agronomie – La Molina (Pérou)** a conçu et développé « My.COOP », une plate-forme en ligne destinée aux membres de la



coopérative agricole et aux autres parties intéressées au Pérou.

- **L'École des sciences économiques et politiques de Londres (Royaume-Uni)** a financé le Centre de croissance international (IGC) axé sur l'entrepreneuriat et l'accès au financement pour les populations pauvres en réalisant une analyse des questions susceptibles de freiner les jeunes entrepreneurs. Le projet s'adresse aux micro-entreprises semblables à celles du programme *Start Your Business (SYB)* de l'OIT en Ouganda, qui propose une formation commerciale aux patrons de petites entreprises.

- **L'Université des coopératives de consommation de Belgorod (Fédération de Russie)** propose une formation, des cours et un cursus consacrés aux coopératives, fait la promotion des services sociaux par le biais des coopératives sociales dans la Fédération de Russie et prépare un programme de formation sur les coopératives destiné aux travailleurs migrants d'Asie centrale.

- **Le Centre international de recherche en développement du Canada, le Centre international de recherche en développement d'Amérique latine (Uruguay), l'Agence de développement et de création d'emplois de Londres (Royaume-Uni)** se sont associés à l'OIT pour garantir l'accès à une expertise de niveau international, aux meilleures pratiques et aux derniers instruments de promotion des entreprises, dans le respect des engagements relatifs au travail décent et en veillant au renforcement des capacités nationales afin d'obtenir un impact sur la durée.

- **L'Université de Genève (Suisse)** coopère avec l'OIT dans le domaine du financement social, en associant les talents analytiques, sociaux et politiques des deux institutions, une stratégie essentielle dans le cadre du Pacte mondial de l'emploi et pour accomplir l'Agenda pour le travail décent

- **L'École de commerce de l'UE (Espagne, Allemagne et Suisse)** a signé en 2015 et pour la troisième année consécutive un accord prévoyant le lancement d'un tout nouveau programme de gestion durable qui propose actuellement un programme de Certification en responsabilité sociale des entreprises.

Protection Sociale

Les PPP liés à la protection sociale portent essentiellement sur la formation, la construction des capacités institutionnelles, la protection des jeunes travailleurs et des travailleurs migrants et la prévention du VIH et de la tuberculose.

La priorité du BIT porte sur le renforcement et la reproduction des programmes de formation dont l'objectif est l'amélioration des compétences des professionnels de la sécurité sociale, des analystes, des décideurs politiques et des représentants des organes tripartites de supervision.

- **L'Université de Maastricht (École supérieure de gouvernance de Maastricht, Pays-Bas)** propose des Masters en financement et conception de politiques sociales, en politiques publiques et développement humain, dont la finalité est de former les futurs spécialistes de la protection sociale des institutions de la sécurité sociale, des instituts universitaires, des gouvernements et des organisations internationales (361 participants de 69 pays sur une période de 12 ans (voir fiche descriptive sur la protection sociale).

- **L'Université de Morris, l'Université d'Alger (Algérie), l'Université de Bangkok (Thaïlande), l'Université de Montevideo (Uruguay)** dispensent des programmes semblables aux Masters proposés par l'Université de Maastricht, qui sont très recherchés.

- **L'Université de l'État de Rio de Janeiro (Brésil)** a renforcé la capacité institutionnelle des gouvernements et des partenaires sociaux en Amérique latine et aux Caraïbes.

- **L'Université de l'État de Kennesaw (États-Unis)** a organisé des activités liées à la protection des jeunes.

- **L'Université d'Utrecht (Pays-Bas), le Réseau universitaire international de Genève (Suisse)** encouragent la protection des droits des travailleurs migrants.

- **L'Université de Stellenbosch (Afrique du Sud)** s'est axée sur le renforcement des politiques de prévention du VIH et de la tuberculose, sur les soins, la prise en charge et la sécurité du personnel de santé.

Dialogue social

Les PPP dans le domaine du dialogue social portent sur le renforcement des capacités et du travail décent dans les secteurs économiques dont le secteur maritime, le bâtiment, l'agriculture et la fabrication d'appareils électroniques. Une étude est actuellement en cours concernant l'approvisionnement en eau.

- **L'Institut du travail japonais** a mis en place un partenariat conçu pour renforcer la capacité des mandants dans les domaines du dialogue social tripartite, les relations de travail et sur le lieu de travail, la réforme du droit du travail, l'application de la législation nationale, des règlements relatifs au travail ainsi que des normes internationales du travail et des conventions collectives en vigueur.
- **Le Fonds social pour l'industrie du bâtiment (Uruguay)** a mené une étude sur les systèmes d'évaluation de l'emploi et sur les processus de certification professionnelle dans le secteur du bâtiment en Uruguay (voir fiche signalétique sur le dialogue social).
- **L'Université de Californie (États-Unis)** a mis en place le Global Action Network (GAN), un réseau d'action mondiale qui réunit une communauté d'experts et de praticiens pour trouver des solutions aux obstacles qui bloquent l'intensification durable et responsable de l'assurance agricole.
- **L'Université de Neuchâtel (Suisse), l'Université Rutgers (États-Unis), l'Université Sun Yat-Sen (Chine)** ont uni leurs efforts pour mettre en œuvre le projet « Les normes du travail en vigueur dans le secteur de la fabrication des produits électroniques en Chine : organismes du marché du travail et gouvernance des chaînes de production mondiales » pour identifier les lacunes et explorer les complémentarités entre les divers instruments permettant de répondre aux défaillances en matière de travail décent dans les chaînes de production mondiales (voir fiche signalétique B01 master course).

- **L'Université de Cardiff (Royaume-Uni), l'Université Chung-Ang (République de Corée), l'Université du Texas (États-Unis), l'Université maritime internationale du Panama** ont choisi la promotion et la pérennité du travail décent ainsi que la formation dans les ports et dans le secteur maritime (navigation et pêche).
- **L'Université de Stockholm (Suède)** s'est concentrée sur le recueil et la classification des données concernant l'approvisionnement en eau, une tâche non rémunérée effectuée par les femmes, ainsi que sur les questions de santé et de sécurité qui y sont liées.

Principes et droits fondamentaux au travail

Les partenariats établis dans cette catégorie mettent l'accent sur la non-discrimination au travail et sur les conditions de travail.

- **L'Université de Zambie*** a intégré le contenu du Guide sur la législation et du Manuel de formation (projet PEPDEL) dans certains cursus universitaires de licence et dans les programmes de troisième cycle en droit du travail, droits de l'homme, droit constitutionnel, droit international, législation du travail et droits des enfants.
- **L'Université de Hanoi (Vietnam)*** a créé un environnement politique et légal favorable, tel que la « Loi sur les personnes handicapées », qui met tout particulièrement l'accent sur l'emploi (projet PROPEL – Vietnam).
- **L'Université du Queensland (Australie)** a développé un cadre de collaboration sur les politiques et les programmes en matière de recherche pour améliorer la productivité et les conditions de travail dans les petites et moyennes entreprises (PME) en Asie, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique.

*Ces deux projets bénéficient de la collaboration de IrishAid

